



Loi d'urgence agricole : un hold-up politique qui instrumentalise la colère des agriculteurs

Les mesures annoncées cette semaine par le Premier ministre dans le cadre d'une « loi d'urgence agricole » suscitent une profonde consternation chez les agriculteurs et agricultrices biologiques de Nouvelle-Aquitaine. Elles ne répondent ni aux problématiques rencontrées, ni aux attentes de près de 9000 fermes bio de la région.

Sous couvert d'apaisement de la colère agricole, ce projet de loi désigne une nouvelle fois les normes environnementales et sanitaires comme responsables des difficultés du secteur, sans s'attaquer aux causes structurelles de la crise, ni apporter de réponses aux agriculteurs, y compris à ceux durement touchés par la DNC.

Une orientation politique alignée avec un agenda anti-science

Plusieurs de ces mesures s'inscrivent dans une trajectoire préoccupante, en cohérence avec la proposition Omnibus 7 -actuellement débattue au Parlement européen- visant à remettre en cause le système de renouvellement périodique des substances actives pesticides. Une telle orientation ouvrirait la voie à des autorisations illimitées, affaiblissant de fait la prise en compte des enjeux de santé publique, de qualité alimentaire et de protection de l'environnement.

L'objectif est identique : faire porter aux réglementations environnementales la responsabilité des difficultés agricoles, plutôt que d'interroger les choix de modèle, de filières et de politiques publiques. Au lieu de préserver des cadres construits pour concilier production agricole, alimentation saine, qualité de l'eau et protection de l'environnement, cette loi tend à aligner l'agriculture française sur des standards internationaux, notamment ceux des pays du Mercosur, au moment même où cet accord suscite de fortes oppositions.

En quoi ces mesures répondent-elles à la problématique du revenu agricole, qui demeure la principale revendication exprimée sur le terrain ?

La ressource en eau est également au cœur de ce projet de loi. Si l'agriculture en a besoin pour produire, il est légitime de s'interroger sur les cultures qui en bénéficieront, à quel coût et avec quelles conséquences environnementales ?

Nous, agriculteurs et agricultrices bio, refusons l'idée selon laquelle la souveraineté alimentaire passerait par un moins-disant environnemental et sanitaire. Elle nécessite au contraire un plan massif d'accompagnement au changement, des outils réglementaires stables et protecteurs, ainsi qu'une reconnaissance des modèles agricoles capables de répondre aux enjeux de long terme.

Nous craignons que le modèle agricole porteur de solutions que nous défendons -fondé sur la robustesse, la qualité alimentaire, la protection des ressources et la santé publique- soit une nouvelle fois fragilisé et marginalisé.

Guy Moreau, Président de Bio Nouvelle-Aquitaine

Dans un contexte de volatilité politique et climatique international, sacrifier la santé publique et l'environnement au nom d'une souveraineté alimentaire mal définie ne produira rien de positif à long terme.

CONTACT PRESSE

Roxane Michel - r.michel@bionouvelleaquitaine.com - 07 66 51 74 63